

13 novembre, 2019

**Le gouvernement de l'Alberta intensifie  
son offensive antisociale brutale**

## **L'entreprise de démolition du gouvernement Kenney**

**- Peggy Morton -**



Manifestation à l'hôtel de ville de Calgary, le 6 novembre 2019, contre les coupures contenues dans le budget provincial

- **La résistance populaire aux mesures antisociales grandit en Alberta - Peggy Askin**

À titre d'information

- **Le projet de loi omnibus 21: un assaut de grande envergure contre le peuple en Alberta**
- **Certaines des mesures prises dans le projet de loi 21**

---

**Le gouvernement de l'Alberta intensifie son offensive antisociale brutale**

## **L'entreprise de démolition du gouvernement Kenney**

**- Peggy Morton -**

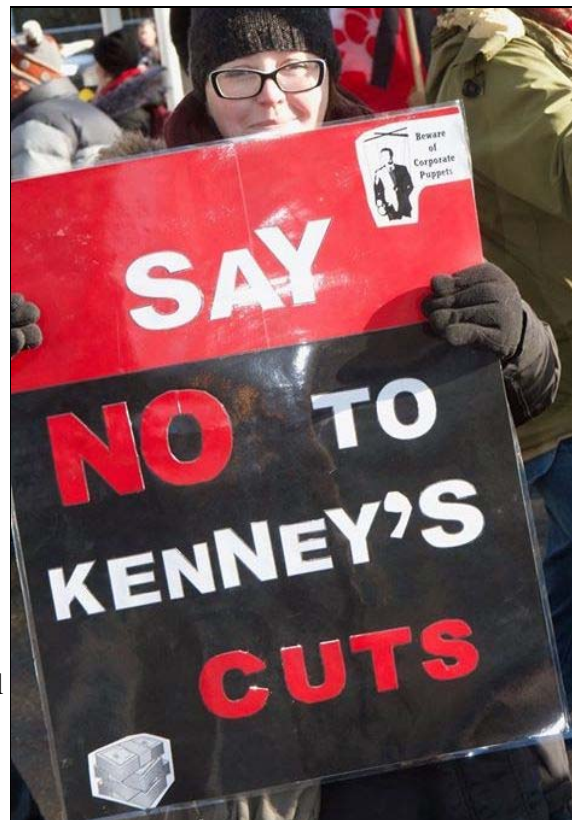
Le gouvernement Kenney a déposé son budget le 24 octobre, son premier depuis son arrivée au pouvoir en avril 2019. Le budget a été suivi de deux projets de loi omnibus et d'annonces scandaleuses visant à submerger le mouvement ouvrier et populaire à la défense des droits.

Les documents budgétaires et le discours du budget ont été conçus de façon à masquer l'étendue du saccage des services publics, en particulier en santé et en éducation, avec des coupures de 18 à 30 % sur quatre ans, lorsqu'on tient compte de l'inflation et de l'augmentation de la population. Le budget a

été suivi rapidement par la présentation le 28 octobre des projets de loi 20 et 21, qui sont des projets de loi omnibus comprenant 35 mesures législatives régressives différentes. Ces projets de loi modifient des lois existantes et créent de nouvelles lois à l'intérieur du projet de loi proposé.

Le lendemain, le 29 octobre, le ministre du Travail a annoncé qu'il avait changé sa position voulant que les travailleurs du secteur public n'obtiendraient pas d'augmentation de salaire. Il a dit que le gouvernement chercherait maintenant à effectuer des coupures de salaire d'entre 2 et 5 % lors du prochain arbitrage qui concerne 180 000 travailleurs du secteur public. Il a menacé de procéder à plus de mises à pied dans le secteur public si les arbitres accordent des augmentations de salaire.

Pendant que l'Assemblée législative est saisie de ces énormes projets de loi, le gouvernement continue d'annoncer que tel ou tel programme a été annulé ou qu'il vient de déchirer un contrat. Le gouvernement a recours à des tactiques du style impérialiste américain « de choc et stupeur » dans lequel un assaut après l'autre est lancé en succession rapide afin de garder tout le monde dans un état de déséquilibre, incapable de reprendre son souffle. Et il ne manque pas de gens qui pratiquent l'apaisement non plus.

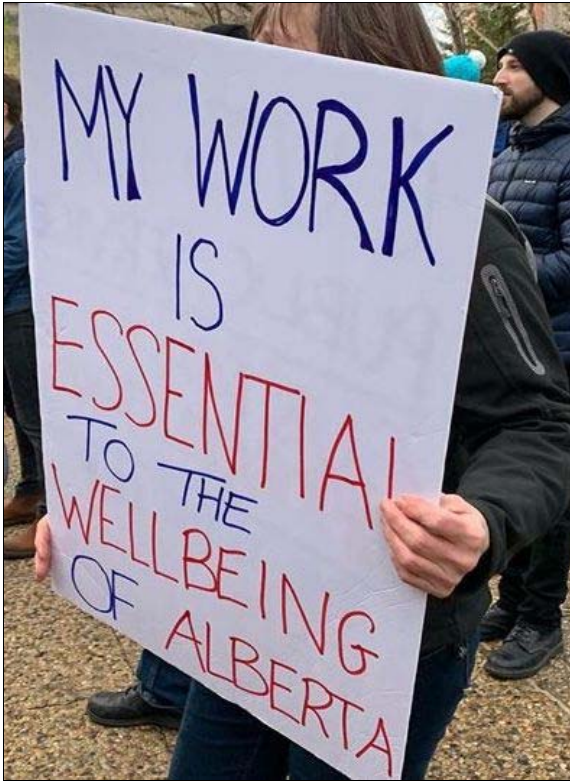


Le recours aux tactiques de choc et stupeur lors de l'invasion américaine de l'Irak reposait sur la vision narcissique que le peuple se précipiterait pour saluer ses « libérateurs ». Bien sûr, ce n'est pas ce qui s'est produit et c'est ce qui explique que l'esprit revanchard des impérialistes américains ait été si prédominant dans cette région. De la même façon, en ce qui concerne l'Alberta, la classe dirigeante présente ces mesures comme ayant un objectif légitime que le peuple devrait appuyer. Cependant, la tentative de présenter cette offensive antisociale brutale comme étant autre chose qu'intéressée a échoué. C'est le dernier clou dans le cercueil des prétentions du gouvernement Kenney à la légitimité pour son offensive antisociale.

Le journaliste du *Edmonton Journal*, Keith Gerein, écrit ce qui suit : « Depuis que le budget a été déposé le 24 octobre, d'importants changements fiscaux qui n'avaient pas été remarqués ou étaient demeurés secrets ont été révélés à une telle vitesse que c'est presque impossible de garder sa concentration. À peine venez-vous de réaliser quel coup vient d'être porté à un programme que deux autres bombes sont lancées dans les nouvelles. Jusqu'à un certain point, il n'y avait pas d'autre façon de le faire.

« En fait, le volume des réformes, des réexamens et des réductions mesquines dans ce budget est si substantiel qu'il aurait été injuste - et insensé du point de vue logistique - de la part du gouvernement de déverser tout cela le jour du budget. Cependant, tout ceci laisse une forte odeur de visée politique. Mes collègues qui ont fait des reportages sur les coupures de Ralph Klein au milieu des années 1990 se rappellent avoir été inondés d'information et disent que l'équipe du premier ministre Jason Kenney a peut-être adopté sensiblement le même procédé.

« Cette stratégie permet au gouvernement de prétendre être transparent, bien que l'effet soit largement l'opposé parce qu'étourdir les médias, l'opposition et le public avec des annonces sape la capacité de se dresser un portrait clair de toutes les mauvaises nouvelles. »



Tout ceci est une indication de plus que l'État est en train d'être restructuré afin que soit éliminé tout vestige de quelque autorité publique que ce soit. La bataille rangée qui se mène au sein de l'élite dirigeante est si intense qu'elle n'admet pas le compromis. Rien ne peut être réglé au moyen de la discussion, de la négociation ou du compromis parce qu'il n'y a pas de politique mais juste le diktat des intérêts de l'oligarchie financière à obtenir son tribut. Ce qu'on appelle les « institutions démocratiques » est devenu anachronique. Le recours aux négociations pour trouver un arrangement entre intérêts rivaux dans la société est remplacé par la force et le diktat. Les travailleurs doivent être privés de toute méthode pacifique leur permettant de défendre leurs droits et les droits de tous. Et ce n'est pas seulement le cas des travailleurs car le diktat s'étend à tous les secteurs, aux municipalités, aux conseils scolaires, aux médecins et aux autres organisations qui ont des relations économiques contractuelles avec l'État. Les contrats et les accords sont déchirés sans avertissement ou consultation. Pendant ce temps-là,

le rôle de preneur de décisions de la législature a été simplement usurpé.

L'argument selon lequel le gouvernement a le mandat de commettre ces actes antisociaux avec impunité au nom de l'état de droit est absurde. Le processus lui-même démontre que c'est frauduleux.

Les travailleurs qui livrent les services publics ont montré qu'ils ont à coeur le travail qu'ils font et son importance pour la société. Ils ont montré qu'ils vont lutter pour défendre leurs droits et les droits de tous et ainsi défendre ces services publics. Se soumettre à ces attaques ou pratiquer l'apaisement envers elles n'est pas une option. Le coût humain de ces mesures antisociales va aussi contribuer à exacerber la crise. C'est seulement en s'engageant dans la lutte que la vérité se révèle et que la situation peut être renversée en faveur des travailleurs.

(Photos : SCFP, AUPE)



---

## La résistance populaire aux mesures antisociales grandit en Alberta

- Peggy Askin -

Après un été d'actions militantes à l'échelle de l'Alberta pour dire Non ! à la Loi 9 et au recours au diktat par le gouvernement, les travailleurs se sont mobilisés rapidement contre le budget Kenney et les annonces de nouvelles attaques contre les services publics et les travailleurs qui les livrent. L'esprit de « bâtir la résistance » est fort. Les travailleurs, les jeunes, les femmes et les aînés de partout en Alberta ont répondu avec une détermination farouche à l'intensification de l'offensive antisociale et à cet assaut généralisé du gouvernement Kenney contre les travailleurs et la société. Des manifestations, des piquetages et des réunions sont organisés. Les syndicats s'organisent ensemble pour renforcer leur résistance unie. Les organisations des aînés, les femmes et les jeunes et les étudiants organisent des actions et trouvent les façons de rendre la résistance effective.





**La campagne « Joignez-vous à la résistance » en action à Calgary le 5 novembre 2019**

Les travailleurs de plusieurs syndicats se sont mobilisés pour la réunion publique tenue à Calgary le 5 novembre par la Fédération des travailleurs et des travailleuses de l'Alberta sous le thème « Joignez-vous à la résistance », à laquelle plus de 150 personnes ont participé. La réunion a été marquée par la détermination de faire tout ce qui doit être fait pour s'opposer à l'offensive antiouvrière et antisociale et au programme d'attaques contre le droit des syndicats de s'organiser. Beaucoup d'étudiants de l'Université de Calgary sont venus dénoncer les grandes hausses de frais de scolarité, les coupures draconiennes dans les universités et les paiements d'intérêts en hausse sur la dette étudiante.



À Edmonton, les jeunes autochtones ont pris l'initiative d'organiser une marche vigoureuse et une manifestation devant le Parlement le 2 novembre, qui ont réuni plusieurs centaines de personnes, principalement des jeunes. Il n'y a pas eu un seul moment de silence du parc Beaver Hills House au Parlement où tous ont scandé des slogans exprimant leur résistance.



Un militant piquetage d'information a été organisé sur l'heure du midi au South Health Campus de l'Université de Calgary le 5 novembre. Ces piquetages sur l'heure du midi, organisés par le Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta, sont en train de devenir une tradition dans la province, surtout

devant les hôpitaux et les centres de soins continus. Les travailleurs se joignent à ces piquetages à leur heure de dîner et sont rejoints par d'autres qui travaillent plus tard ou qui sont en congé ce jour-là et par des travailleurs d'autres secteurs.



Le lendemain, la section locale 709 du Syndicat canadien de la fonction publique, le Syndicat des contremaîtres en travaux civiques, a tenu un piquetage d'information et un rassemblement militants à l'hôtel de ville. Près de 250 personnes y ont participé, dont des travailleurs du secteur public, du commerce de détail, de la construction, de l'acier et plusieurs autres Calgariens préoccupés par la situation. Ils ont dit qu'ils se tiennent debout et résistent aux attaques des « fantoches corporatifs unis » (en référence à l'acronyme du Parti conservateur uni en anglais) contre les services publics.

Des discussions sur comment aller de l'avant se tiennent dans tous les secteurs. Des assemblées publiques, des piquetages d'information, des réunions, des rassemblements et des marches sont organisés et il y en aura plusieurs autres à l'échelle de la province.

Cette réalité fournit un fort contraste avec les nouvelles quasi quotidiennes à l'échelle nationale qui font état d'un « mouvement séparatiste en Alberta » que les médias monopolisés évoquent et cherchent désespérément à promouvoir. Des déformations aussi effrontées montrent jusqu'où les cercles dirigeants et leurs médias monopolisés sont prêts à aller.

La résistance des travailleurs, des femmes, des jeunes et des aînés expose ce qui en est vraiment de la prétention de Kenney au sujet des emplois et de la prospérité et de son à-plat-ventrisme devant les oligarques de l'énergie, qui eux-mêmes éliminent des emplois et « coupent les coûts » afin d'augmenter les dividendes versés aux investisseurs, principalement étrangers. Par cette résistance, en organisant leurs collectifs et en parlant en leur propre nom, les travailleurs mettent la question du pouvoir politique à l'ordre du jour. Les travailleurs savent par expérience que le processus politique les empêche de participer directement à l'établissement de la direction de l'économie. La nouvelle personnalité démocratique émergera de la résistance à l'offensive antisociale qui repose sur la pensée, l'organisation et l'action indépendantes des travailleurs.

*Cela peut se faire ! Cela doit se faire !*

(Photos : AFL, SCFP, AUPE)



---

### À titre d'information

## **Le projet de loi omnibus 21: un assaut de grande envergure contre le peuple en Alberta**

Le projet de loi 21 est un des deux projets de loi omnibus qui ont été déposés par le gouvernement albertain de Jason Kenney le 28 octobre. Il modifie 17 lois différentes et comprend une nouvelle loi, la *Loi sur les employeurs du secteur public*. Le projet de loi comprend un grand nombre d'attaques aux droits des citoyens, dont un gel de l'aide aux aînés et aux membres les plus vulnérables de la société, des mesures qui rendent l'éducation encore plus inabordable pour un plus grand nombre de



jeunes et l'élimination des plafonds sur les tarifs d'électricité. Le projet de loi 21 fait aussi des changements significatifs à la législation du travail et lance un assaut sans précédent contre les médecins.



Pour essayer de justifier l'injustifiable, le gouvernement Kenney prétend qu'il faut priver les programmes sociaux du financement et des effectifs requis pour livrer les soins et les services si l'on veut préserver les services publics. Il dépeint une crise aux proportions gigantesques, dans laquelle la dette est juste la pointe de l'iceberg. La vie a montré cependant que le danger qui pèse sur les services publics provient de l'offensive néolibérale que mènent les gouvernements de toutes couleurs qui servent les intérêts privés supranationaux étroits. Le saccage et la privatisation des services publics et la politisation des intérêts privés étroits exacerbent les problèmes. Ils n'amènent pas de solutions.

L'objectif des changements à la législation du travail qui sont contenus dans le projet de loi 21 est de priver les travailleurs de la capacité de déployer la force de leur nombre et de leurs organisations. C'est leur lutte pour la justice et leur résolution à défendre les droits de tous qui ouvre une voie vers l'avant dans cette situation. L'objectif visé en cherchant à priver les travailleurs du secteur public de toute participation significative dans la détermination de leurs conditions d'emploi est de priver tous les travailleurs de leurs droits.



Lorsque toutes les voies de négociations de bonne foi sont bloquées, l'État utilise la force et la violence pour imposer aux travailleurs leurs conditions d'emploi. C'est de l'extrémisme exercé contre la classe ouvrière et les travailleurs disent *Non ! Cela ne passera pas.*

Le projet de loi omnibus 21 de l'Alberta modifie les lois suivantes :

*Loi de l'assurance des soins de santé de l'Alberta*  
*Loi sur le logement en Alberta*  
*Loi sur la commission des services publics de l'Alberta*  
*Loi sur le plafonnement des tarifs d'électricité réglementés*  
*Code des normes d'emploi*  
*Loi sur l'administration financière*  
*Loi sur la planification et la transparence fiscales*  
*Loi sur le soutien au revenu et à l'emploi*  
*Code des relations de travail*

*Loi sur la police*  
*Loi sur l'apprentissage postsecondaire*  
*Loi sur les procédures applicables aux infractions provinciales*  
*Loi sur les employeurs du secteur public (nouvelle loi)*  
*Loi sur le service public*  
*Loi sur les relations des employés de la fonction publique*  
*Loi sur les prestations aux aînés*  
*Loi sur l'aide financière aux étudiants*

(Photos : AFL, Support Our Students, AUPE)



## Certaines des mesures prises dans le projet de loi 21

**La *Loi sur les employeurs du secteur public* s'applique à toute entité qui reçoit un financement public et/ou qui fournit un service public.**



**Rassemblement à l'hôtel de ville de Calgary le 6 novembre**

La portée de la nouvelle loi nommée *Loi sur les employeurs de secteur public* est vaste. Elle s'applique aux autorités de la santé, aux commissions scolaires, aux institutions postsecondaires et aux sociétés de la Couronne et peut, à la discrétion du ministre, être appliquée « à toute entité qui reçoit un financement public de la Couronne pour fournir un service public ». Les employeurs d'entités qui ne reçoivent pas un financement public sont aussi inclus, comme la Commission d'indemnisation des travailleurs et la société de la couronne ATB Financial.

Toute agence, publique ou basée dans la communauté, qui reçoit un financement public quelconque pour fournir des services publics pourrait devoir se plier au diktat gouvernemental lors de négociations avec ses employés. En théorie, la loi pourrait aussi englober les entités qui sont propriétés privées ou gérées par le privé, bien que le gouvernement ait prévu une clause dérogatoire qui leur permet d'être exonérées.

Le projet de loi 21 autorise le ministre à émettre des directives confidentielles qu'un employeur doit respecter lorsqu'il « s'engage dans un processus de négociation collective ou une activité connexe ». Ces directives sont secrètes. L'employeur ne peut rendre la directive publique à un tiers parti sans le consentement préalable du ministre, y compris au syndicat avec lequel il doit négocier soi-disant « de bonne foi ». La durée d'une convention collective ainsi que le « plafond fiscal » pourraient être fixés





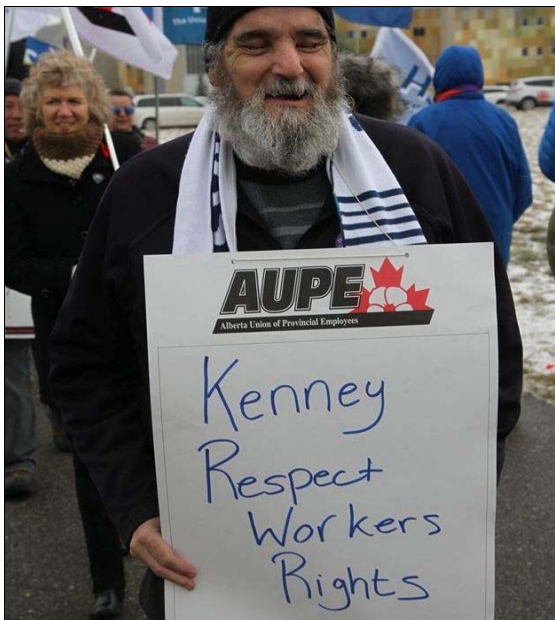
sur la base de directives secrètes.

Le gouvernement peut aussi émettre des directives exigeant qu'un employeur fournisse au gouvernement, en totalité ou en partie, « l'information touchant aux négociations collectives ou à une activité connexe, selon ce que le ministre juge nécessaire », y compris l'information visant à assurer la conformité aux directives. Le ministre peut déterminer la forme, la façon et l'échéancier selon lesquels une directive doit être respectée. Autrement dit, ce n'est pas l'employeur assis à la table de négociation qui négocie, puisqu'il ne peut même rien faire sans l'approbation du ministre. Ce qui veut dire que le syndicat n'a personne avec qui négocier. Les vrais décideurs ne sont pas à la table, et leurs directives sont secrètes. Même s'il y a entente dans un tel contexte, le gouvernement dit clairement que la signature de l'employeur ne veut rien dire car le gouvernement peut simplement déclarer que de toutes façons, l'employeur doit mettre la convention collective à la poubelle. Il n'y a même plus le moindre vestige d'une négociation collective « de bonne foi ».

S'il devait y avoir un conflit concernant une loi du travail existante, la loi ou les règlements en vertu de la loi s'appliquent. Cette disposition est aussi tout à fait extraordinaire, en ce qu'elle spécifie que des lois du travail existantes peuvent être annulées en rédigeant des règlements liés à la *Loi sur les employeurs du secteur public*.

Enfin, ayant usurpé l'autorité de l'employeur, la loi déclare que la Couronne n'est pas l'employeur d'une personne dont la Couronne n'est pas autrement l'employeur, ce qui veut dire que la Couronne est l'employeur seulement des employés du gouvernement provincial. Comment une telle déclaration aidera le gouvernement à s'en tirer lors d'une contestation constitutionnelle de la loi est difficile à concevoir. Serait-ce que le gouvernement est très conscient que sa législation ne pourra survivre aux tribunaux, mais qu'il s'en fout, puisque le tort aura déjà été fait avant que la cause ne se retrouve un jour devant la Cour suprême ? Il semblerait que oui.

### **Des changements au *Code des normes d'emploi***



Le gouvernement Albertain modifie la définition de ce qu'est un employé dans le *Code des normes d'emploi* afin d'exclure une classe de travailleurs de ces règlements. Présentement, il y a une longue liste de secteurs pour lesquels certaines dispositions, par exemple le temps supplémentaire et les heures de travail, ne s'appliquent pas ou ont été amendées. Ce changement permet au gouvernement d'exclure les travailleurs d'une industrie tout entière du Code des normes d'emploi, par exemple les travailleurs agricoles et les travailleurs domestiques.

Les travailleurs qui sont membres d'un syndicat ne peuvent plus dorénavant porter plainte en vertu des normes d'emploi. Il semblerait que bien que cette pratique soit déjà la norme, elle sera maintenant enchâssée juridiquement. Les répercussions de ce changement sont énormes puisque, de plus en plus,

les travailleurs sont « représentés » par une organisation qui n'est qu'un syndicat de boutique et que les travailleurs n'ont aucun recours en vertu des normes d'emploi.

### **Le Code des relations de travail retire l'interdiction des travailleurs de remplacement**

Le gouvernement néodémocrate de l'Alberta a adopté une loi sur les services essentiels en 2016, pour



remplacer la législation qui criminalisait le recours à la grève pour tous les employés du gouvernement provincial, les hôpitaux, les autorités de la santé, les fournisseurs de services ambulanciers, les services d'incendie municipaux et les forces policières municipales, ainsi que la plupart des membres du personnel des collèges publics et des universités. Ce moratoire intégral avait été déclaré anticonstitutionnel par une décision de la Cour suprême du Canada liée au procès Saskatchewan Federation of Labour c. la Saskatchewan, 30 janvier 2015.

Les employés des établissements privés de soins de santé continus, qui avaient le droit légal de faire la grève, étaient touchés par cette législation. Le recours aux scabs pour remplacer les travailleurs a aussi été interdit là où la loi sur les services essentiels s'appliquait.

La législation telle qu'amendée continue toujours d'imposer l'exigence d'ententes sur les services essentiels aux collectifs des travailleurs, mais non aux employeurs. Les employeurs peuvent maintenant plutôt tenter de briser les syndicats en ayant recours à des travailleurs de remplacement. L'employeur peut commencer à négocier une entente sur les services essentiels, pour ensuite décider d'engager des scabs comme travailleurs de remplacement.

### **Mettre fin aux ententes avec les médecins albertains**

Le projet de loi 21 de l'Alberta contient aussi une attaque sans précédent contre les médecins de la province. Il stipule que le gouvernement peut annuler toute entente liée à la rémunération des médecins conclue avec l'Association médicale de l'Alberta (AMA) ou tout autre entité ou personne en tout temps.

La présidente de l'AMA, la docteure Christine Molnar, affirme : « Ceci ne s'applique pas seulement à l'entente AMA actuelle. Le projet de loi stipule que le gouvernement n'a pas l'obligation de respecter les modalités de futurs contrats. Le gouvernement nous demande avec cynisme de tenter de conclure des ententes que nous seuls sommes tenus de respecter ».

La docteure Molnar souligne aussi que les décisions seront prises désormais au cabinet, derrière des portes closes, au nom du soi-disant bien public. « Que vaut une entente qui peut être révoquée à tout moment sans aucune discussion publique ? », demande-t-elle.

Très rapidement, le gouvernement a coupé la rémunération des médecins sur appel (surtout les médecins dans le secteur rural) de 37 %.

Le projet de loi 21 permet aussi au ministre de la Santé de limiter le nombre de médecins praticiens et de déterminer les endroits de la province où ils peuvent pratiquer dès avril 2022. Les médecins qui ont déjà des numéros de facturation en date d'avril 2022 bénéficieront d'une clause d'antériorité.

La législation a subi d'autres changements touchant à la possibilité de participer ou de ne pas participer au régime d'assurance-maladie albertain. Les gens se demandent ce que mijote à nouveau le gouvernement. Ils soupçonnent que le fait de limiter le nombre de médecins qui peuvent facturer en vertu du régime provincial laisse entendre que le gouvernement Kenney n'a pas abandonné son projet d'imposer un système de santé à deux vitesses aux Albertains. De tels projets ont inévitablement fait face à une opposition résolue, au point que le gouvernement a toujours été forcé de les abandonner.

*(Photos : SCFP, AUPE)*

---

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)**